

"EXISTE-T-IL UNE EUROPE PHILOSOPHIQUE"

FORUM LE MONDE

LE MANS – 22 OCTOBRE 2004

INTERVENTION DE NOËLLE LENOIR
PRESIDENTE DE L'INSTITUT DE L'EUROPE

EXISTE-T-IL UNE EUROPE PHILOSOPHIQUE ?

S'il est fréquent d'entendre parler d'Europe politique, d'Europe économique ou d'Europe sociale – le plus souvent d'ailleurs pour en déplorer les insuffisances – la notion d'« Europe philosophique » est inédite. « *Existe-t-il une Europe philosophique ?* », telle est l'interrogation qui nous réunit aujourd'hui. De prime abord, la question est insolite, voire même insolente. L'Europe – j'entends ici l'Union européenne - n'est-elle pas en effet un projet bien réel ? Et ce projet ne s'est-il pas développé de façon pragmatique à travers les fameuses « solidarités de fait » qu'appelait de ses vœux Robert Schuman dans son discours fondateur du 9 mai 1950 ?

Une fois passée l'effet de surprise, cette question m'est apparue non seulement pertinente, mais essentielle au stade où nous en sommes de profonde remise en cause de l'Europe. Les Etats européens viennent de s'accorder le 18 juin dernier sur une Constitution européenne et ils vont d'ailleurs signer dans moins de huit jours, le 29 octobre, à Rome le traité qui la contient. Il s'agit d'un acte fondateur, et on aurait pu

imaginer qu'il donne un nouveau départ au projet politique que constitue l'Europe depuis son origine. Rien de tel. Au contraire. L'idée européenne n'a jamais été aussi brouillée. On a l'impression que le consensus obtenu en juin s'est évanoui aux lendemains mêmes du Conseil européen qui l'a validé. Le paradoxe est particulièrement visible dans notre pays qui, à travers plusieurs déclarations politiques, paraît en effet avoir perdu ses repères. Il reste que partout en Europe, on s'interroge sur la finalité de ce que l'on a fait depuis cinquante ans et sur les voies à tracer pour l'avenir.

S'il est vrai que la philosophie est un mouvement d'interrogation sur le sens de ce que l'on fait et ce que l'on est, alors l'Europe se doit à elle-même d'être philosophique et de clarifier ses objectifs et ses valeurs. Cette auto-analyse – cet effort du « connais-toi toi-même » - est une urgence si l'on veut que les responsables politiques, mais aussi les peuples franchissent l'étape nouvelle que représente la construction d'une Europe pour le 21^{ème} siècle.

La question de l'Europe philosophique a trois volets :

- I. D'une part, elle nous amène à nous demander ce que signifie être Européen hic et nunc ?
- II. Elle nous oblige, en deuxième lieu, à mieux préciser ce que nous voulons faire de l'Europe en tant que création continue, de cette Europe qui nous rassemble.
- III. Enfin, il est temps de s'interroger sur le prix que nous sommes prêts à payer pour assurer la pérennité de ce « vivre ensemble », au sens où Renan l'entendait, qui nous a jusqu'ici évité les guerres fratricides du passé.

I QUI SOMMES-NOUS ?

L'Europe, composée de peuplades les plus diverses, a été inventée. Elle n'a pas été seulement découverte comme l'Amérique de Christophe Collomb. Elle est liée en effet à un mythe très mystérieux, celui de la nymphe séduite par le divin taureau. Ce mythe a fait l'objet de centaines, peut-être de milliers d'interprétations. Peu importe. Toutes convergent vers une seule idée : « *L'Europe est un continent porteur de civilisation* ». (Entre parenthèses, je regrette que cette phrase, qui figurait dans le préambule du texte de la Constitution

arrêté par la Convention présidée par Valéry Giscard-D'estaing, ait été supprimée par les Etats). L'Europe, cette pointe avancée de l'immense Asie, n'a jamais été seulement conçue comme un espace géographique, au demeurant aux frontières fort peu précises. Le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union en est d'ailleurs l'illustration. Ceci ressort des textes les plus anciens de l'Antiquité grecque et latine, d'Hérodote à Virgile. Pour ces auteurs, l'Europe c'est la civilisation par rapport au monde barbare de la « terre d'en face », c'est-à-dire l'Asie. L'idée est reprise au Moyen-âge, époque où apparaît le concept d'Européen. L'Européen, c'est celui qui combat aux côtés de Charles Martel à Poitiers pour bouter les musulmans venus d'Espagne dehors. Le choc des religions rejoint celui des civilisations, comme on le voit poindre de nouveau à présent avec la montée de l'islamisme. Cette notion de civilisation se veut au 18^{ème} siècle synonyme des Lumières, ce qui la conduit à prétendre au siècle suivant incarner la démocratie. Civilisation/barbarie, le basculement a lieu à une vitesse vertigineuse. C'est ainsi que l'Europe se délite pour faire place aux utopies les totalisantes, voire barbares, comme le bolchevisme et le nazisme. A chaque fois, il y a une prétention de système. Staline et Hitler ne voulaient-

ils pas faire l'Europe sous leur joug ? Il a fallu l'affreux traumatisme de la deuxième guerre mondiale pour que l'Europe trouve sa vraie raison d'être : la défense des pays du « monde libre », ces pays où l'esprit critique est non seulement un droit, mais presque un devoir. C'est sous la bannière de la liberté en effet que la Communauté Européenne, promue par les Etats-Unis grâce au plan Marshall, est née il y a cinquante ans. Si pendant toutes ces années, les responsables politiques se sont interrogés sur la façon de consolider cet espace de paix et de liberté, ils n'ont semble-t-il jamais remis en cause l'objectif.

En rendant leur souveraineté aux pays qui se trouvaient derrière le rideau de fer, la Chute du mur de Berlin a marqué le triomphe de cet esprit de liberté. L'Europe philosophique a à ce moment là symbolise la dignité rendue aux peuples libérés de l'oppression du communisme. C'est ainsi qu'elle s'est en tous cas révélée à eux. Le très joli livre de Petr Janyska, ancien ambassadeur de la République Tchèque à Paris et qui a été l'un des pionniers du Forum Civique de Vaclav Havel, sur « **l'Europe retrouvée** » le souligne clairement. Il évoque « *ce rideau dit de fer, rideau de béton et*

de stupidité, réduisant la pensée au plus bas dénominateur commun...et qui empêchait les populations de respirer, de réfléchir, de garder leur dignité humaine. Pour un peuple comme les Tchèques, ajoute-t-il, il s'est avéré aussi catastrophique qu'une guerre ».

2. Que voulons-nous ?

La réponse était simple pour les pays libérés du nazisme. Nous aspirions aux libertés démocratiques, à la prospérité économique et au bien-être social essentiels à la préservation de la démocratie ; toutes aspirations qui correspondaient au but géostratégique des Etats-Unis de consolider les démocraties européennes occidentales. Pour ce faire, il fallait nous unir, ce qui a fait dire au premier président de la Commission européenne : *« Nous avons uniquement le choix entre l'intégration et la désintégration »*. N'oublions pas que l'Europe a été conçue d'emblée comme un espace démocratique transnational avec des institutions et des mécanismes fédéraux : tout particulièrement la Commission en charge de l'intérêt général européen, et la Cour de Justice

chargée d'assurer la primauté du droit européen sur les droits nationaux.

Certes, après le rejet – à mon avis fâcheux - de la CED par l'Assemblée Nationale française en 1954, l'Europe a du en rabattre et se cantonner à l'exercice de compétences économiques. Mais le projet n'en est pas moins demeuré fondamentalement politique. Toutes les avancées qui ont suivi le prouvent. Qu'il s'agisse de la création d'un marché intérieur ou de l'euro, rien n'aurait été possible sans la volonté de faire une Europe politique, fondée sur les valeurs philosophiques de liberté (les fameuses quatre libertés qui sont l'image de marque du marché intérieur). L'institution d'une citoyenneté européenne en 1992 vient ajouter la dimension du lien socio-politique avec les peuples européens. En dépit de la déception qu'a pu faire naître la campagne ratée pour les dernières élections européennes et le taux d'abstention record qui en est résulté, il ne fait plus de doute qu'à travers les élections européennes et municipales, l'Europe est définitivement un espace de débat public. La Constitution ne fait qu'avaliser ces acquis avec la mise en place d'un droit d'initiative populaire

donnant à un million de citoyens le droit de contraindre la Commission européenne à engager un processus législatif.

Union d'Etats en même temps qu'Union de citoyens, l'Europe doit être clairement pensée en termes d'auto-législation par les citoyens au sens où l'entendait Rousseau, voire d'intégration des individus, des nationalités et des peuples dans une même communauté. Mosaïques de peuples souvent antagonistes, l'Europe est le ciment qui les constitue en communauté, bien plus efficacement, et bien sûr démocratiquement, que n'ont pu le faire les Empires dans le passé. Or l'édifice est attaqué à sa base. Comme si les Européens étaient pris d'une de ces fièvres suicidaires qui les a tant de fois conduits à être les artisans de leur perte. Trois piliers qu'on croyait solides sont fragilisés :

- Le fédéralisme européen : réalité institutionnelle incontestable, il n'est plus dicible. La référence qui y était faite dans le texte constitutionnel adopté par la Convention sur l'avenir de l'Europe a dû être supprimée à la demande notamment de la Grande-Bretagne.
- La relation transatlantique : alors que l'Europe cherche à peser sur les affaires du monde et à en affronter les

risques en perfectionnant les outils de sa politique étrangère et de sa politique de défense et de sécurité, voilà que des visions diamétralement opposées se font jour entre ceux qui prônent l'avènement d'un monde multipolaire et ceux qui adhèrent à son caractère unipolaire. Sous l'effet de la crise iraquienne, la notion de « camp allié » pour se défendre des menaces communes, et qui avait donné lieu à la création de l'OTAN, vole en éclat au moment même où les pays de l'Europe centrale et orientale adhèrent à l'Organisation.

- Last but not least, le libre marché et la cohésion économique et sociale qui en est le complément sont mis en question: on fait semblant de découvrir que l'Europe est un libre espace où circulent des personnes, des biens, des capitaux et des services, et on déplore la faiblesse des compétences sociales de l'Union européenne (qu'on a par ailleurs jamais véritablement voulu lui transférer) tout en s'opposant aux transferts de ressources liés aux aides régionales en faveur des régions les plus démunies ...

3. Que sommes nous capables de donner pour pérenniser notre « vivre ensemble » ?

Il y a deux façons d'interpréter le trouble né dans la plupart des pays Européens de la somme de questions posées à travers le débat sur la Constitution. D'une part, on peut regretter que le débat soit obscurci par la tendance qu'ont certains politiques à l'instrumentaliser pour des raisons de politique intérieure et partisane. D'un autre côté, on peut au contraire se féliciter de ce débat ait le mérite d'exister dans une Europe de l'après-guerre froide en quête de son identité, c'est-à-dire d'une redéfinition de ses finalités. L'Europe est philosophique en ce qu'elle doit se penser. La méthode des petits pas, prônée par Jean Monnet, a été très efficace, mais elle a fait son temps. L'Europe est une entité politique et ne peut plus se construire en catimini. La République en France symbolise le consensus national sur les valeurs communes incarnées notamment par la citoyenneté et la laïcité. De la même façon, il est temps que l'Europe représente pour les citoyens européens leur patrimoine commun de valeurs : la liberté, la prééminence du droit. Il y a à cet égard d'ailleurs, une filiation évidente entre la Convention européenne des droits de l'Homme (voir son préambule) et l'Union européenne d'aujourd'hui.

Pour moi, répondre au défi de la nature philosophique profonde du projet européen suppose d'avancer ensemble dans trois principales directions. D'où trois questions :

- I. Sommes-nous bien d'accord sur la nécessité d'enchâsser en quelque sorte les Etats nations dans les structures d'une Europe qui est par définition transnationale ? Le Conseil constitutionnel, lorsqu'il statue sur la constitutionnalité des traités européens, s'attache à identifier les dispositions qui touchent aux « conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale ». Cette approche met à mon sens par trop l'accent sur les transferts de souveraineté, alors qu'il s'agit pour les Etats de mettre en commun des compétences pour être plus forts et mieux défendre nos valeurs et nos atouts.
- II. Sommes-nous toujours d'accord pour considérer la solidarité entre Etats - l'aide des plus riches aux plus démunis – comme une condition clé de l'intégration européenne. Ce qu'elle est pour moi. Les exemples réussis d'intégration du Portugal, de l'Espagne ou

encore de l'Irlande sont la preuve éclatante du lien entre intégration et solidarité. Il est vrai qu'au sein des Etats nations eux-mêmes, cette solidarité (entre l'Italie du Nord et celle du Sud, ou plus récemment entre les Land allemands de l'Ouest et ceux de l'Est) ne va pas de soi. Elle est pour autant indispensable à la cohésion économique et sociale des territoires et des populations de l'Europe. Elle seule peut rendre l'intégration acceptable en donnant espoir aux pays qui font l'effort de se plier à la règle commune que leur population en retirera les fruits. Comme le plan Marshall a contribué à la reconstruction de l'Europe occidentale, la politique régionale doit aider à la transition économique et sociale des pays d'Europe centrale et orientale. Pour le bien de tous.

III. Enfin, comment faire naître cette *affectio societatis* entre les citoyens européens, et ceux qui les gouvernent à Bruxelles ou à Strasbourg ? Comment faire émerger une véritable démocratie européenne en la faisant reposer sur le socle des identités culturelles multiples qui constituent l'Europe ? Le problème n'est pas insoluble. Les Américains nous proposent un

modèle communautariste fondé sur l'existence d'un seul peuple : « We The People ». L'Europe ne pourrait pas, si même elle le voulait, effacer les identités nationales. Il lui serait vain à cet égard de chercher à transposer à l'échelle du continent le modèle républicain français. « We The Peoples », cette formule adaptée à la construction européenne ne fait pas obstacle à l'apparition d'une société civile européenne ayant droit à la parole. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui est en train de se passer ? D'abord, les Européens prennent de plus en plus conscience des risques communs auxquels ils sont confrontés : le terrorisme, la montée de l'islamisme, mais aussi les risques sanitaires et sociaux liés à la mondialisation. Quant aux gouvernants des Etats, même tous n'en ont pas pleinement conscience, sont de plus en plus regardés comme des dirigeants européens. La façon dont ils respectent la règle commune européenne, assurent ou non la bonne gestion de leurs finances publiques, et a fortiori ce qu'ils déclarent à propos de l'Europe, de son mode de fonctionnement ou de son avenir, a désormais une portée politique transfrontière.

Avant même l'application du statut de Parti politique européen, adopté en 2003, les partis se positionnent sur la scène européenne et non plus seulement nationale.

C'est pourquoi, si je suis inquiète de l'évolution du débat européen, notamment en France, je ne suis pas pour autant pessimiste. C'est à partir du projet européen que de plus en plus les Européens se définissent. Le patriotisme constitutionnel prôné par Habermas est sans doute trop exigeant dans le climat actuel de tension entre constitutionnalisme (le droit à la place des préjugés) et nationalisme (le rejet, voire la haine de l'autre). Mais la globalisation peut y aider, car elle est un puissant moteur de l'unification européenne. L'un des partisans de l'unification italienne avait déclaré « *Nous avons fait l'Italie, maintenant nous devons faire des Italiens* ». Transposée aux Européens, cette formule renvoie à ce qui incombe aux générations présentes. Mais la route est déjà bien tracée. J'espère qu'on ne reviendra pas en arrière.